

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

BILAN ACTIF (en milliers de dirhams)

ACTIF	31/12/2021	31/12/2020
Actif Non Courant	1 516 377	1 558 127
Ecart d'Acquisition	5 101	6 802
Immobilisations en non valeur	-	-
Immobilisations Incorporelles	14 941	14 495
Immobilisations Corporelles	1 482 942	1 523 438
Immobilisations Financières	13 289	13 416
Titres mis en équivalence	-	-
Impôts Différés Actif	105	-23
Actif Courant	790 211	1 031 399
Stocks et Encours	218 227	302 070
Clients et Comptes Rattachés	311 359	267 680
Autres Créances et Comptes de Régularisation	161 032	135 397
Valeurs Mobilières de Placement	58	30 057
Disponibilités	99 535	296 195
TOTAL DE L'ACTIF	2 306 588	2 589 526

BILAN PASSIF (en milliers de dirhams)

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Capitaux Propres Part du Groupe	631 178	591 089
Capital	198 000	198 000
Prime d'émission	166 980	166 980
Réserves	225 533	267 566
Résultat net de l'exercice	40 839	-41 505
Ecart de conversion	-174	48
Intérêts Minoritaires	15 188	12 873
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	646 366	603 961
Passif Non Courant	913 865	922 037
Emprunts et Dettes Financières	855 396	865 039
Impôts Différés Passif	47 175	45 904
Provisions durables pour risques et charges	11 294	11 094
Passif Courant	746 357	1 063 528
Fournisseurs et Comptes Rattachés	170 197	169 467
Autres Dettes et Comptes de Régularisation	253 158	215 583
Autres provisions pour risques et charges	9 204	699
Ecart de conversion Passif	-12	-12
Trésorerie passif	313 810	677 792
TOTAL DU PASSIF	2 306 588	2 589 526

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

(en milliers de dirhams)	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION	1 741 810	1 533 889
Chiffre d'affaires	1 734 376	1 448 479
Autres produits d'exploitation	7 433	85 410
CHARGES D'EXPLOITATION	1 620 436	1 482 678
Achats consommés	566 999	486 391
Charges externes	454 847	448 126
Impôts et taxes	166 152	138 511
Charges de personnel	224 736	213 087
Autres charges d'exploitation	1 858	2 673
Dotations d'exploitation	205 845	193 889
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	121 373	51 211
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	-44 927	-45 815
RÉSULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGRES	76 446	5 396
CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS	-11 081	-31 607
Impôts sur les résultats	17 485	10 525
Impôts sur les résultats différés	1 144	61
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGRES	46 736	-36 797
Quote part des résultats des entreprises mises en équivalence	-100	-287
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	1 700	1 700
Reprises sur écarts d'acquisition négatif	-	-
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	44 936	-38 784
INTERETS MINORITAIRES	4 097	2 721
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	40 839	-41 505
Résultat par action en DH	20,63	-20,96

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dirhams)	31/12/2021	31/12/2020
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des sociétés consolidées	44 936	-38 784
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	-	-
- Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	188 149	185 275
- Variation des impôts différés	-	-19
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	-470	-2 320
- Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	100	287
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	232 715	144 438
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	92 682	96 643
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	325 397	241 082
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-	-
Acquisition d'immobilisations	-148 158	-204 687
Cession d'immobilisations	627	4 304
Incidence des variations de périmètre	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-147 531	-200 383
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-	-
Dividendes versés aux actionnaires	-1 255	-1 007
Emission de prêts nets des remboursements	90	-
Subvention d'investissement	263	-
Augmentation de capital en numéraire	-	-
Emissions d'emprunts nets des remboursements	-9 643	-139 636
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-10 545	-140 642
Incidence des variations des monnaies étrangères	-	198
Variation de trésorerie nette	167 322	-99 746
Trésorerie nette d'ouverture	-381 597	-281 851
Trésorerie nette de clôture	-214 276	-381 597

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX

(en milliers de dirhams)	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé PG	Intérêts minoritaires	Ecart de conversion	Total CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres consolidés au 31/12/2020	198 000	166 980	267 566	-41 505	12 873	48	603 961
Affectation du résultat 2020			-41 505	41 505			-
Distribution par la société consolidante							-
Distributions versées aux minoritaires					-1 255		-1 255
Variation de périmètre							-
Résultat consolidé 2021				40 839	4 097		44 936
Augmentation de capital							-
Ecart de conversion						-222	-222
Autres éléments			-527		-527		-1 054
Capitaux propres consolidés au 31/12/2021	198 000	166 980	225 533	40 839	15 188	-174	646 366

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021



NOTE 1 : DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Les Eaux Minérales d'Oulmès S.A. (LEMO), société anonyme au capital social de 198.000.000 de Dirhams, a été créée le 7 mars 1934 sous la dénomination « Compagnie Fermière des Eaux Minérales d'Oulmès-Etat » et dont le siège social est établi dans la zone industrielle de BOUSKOURA à Casablanca. Les Eaux Minérales d'Oulmès fait partie du groupe HOLMARCOM.

Les domaines d'activité des Eaux minérales d'Oulmès couvrent le captage, la production, la mise en bouteille et la commercialisation d'eaux minérales naturelles plates (Sidi Ali et Ain Atlas) et gazeuses (Oulmès), la fabrication de préformes, ainsi que la mise en bouteille et la commercialisation d'eau de table (Bahia).

LEMO est présent également à l'international via sa filiale ETE opérant au Bénin.

NOTE 2 : RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

A-PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés ont été établis en application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26 mai 2005 et conformément aux dispositions de l'Annexe III.2.A. de la circulaire de l'AMMC qui fixe le contenu de l'information proforma et l'Annexe III.2.I. portant sur les États de synthèse semestriels.

B-MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation appliquées dépendent du type de contrôle liant l'entreprise concernée à la maison-mère :

• Intégration globale (IG) :

Cette méthode est appliquée lorsque le Groupe détient un contrôle exclusif sur sa filiale. Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. La méthode de l'intégration globale permet de répartir le résultat et les capitaux propres entre les intérêts du Groupe et les intérêts hors Groupe (intérêts minoritaires).

• Intégration proportionnelle (IP) :

Cette méthode s'applique aux entreprises soumises au contrôle conjoint. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord. La méthode de l'intégration proportionnelle consiste à intégrer uniquement les pourcentages d'actifs, de passifs, de charges et de produits revenant aux seuls intérêts du Groupe.

• Mise en équivalence (MEE) :

Cette méthode s'applique aux entreprises sur lesquelles le Groupe a une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La méthode de la mise en équivalence consiste à valoriser les titres de participation de l'entreprise consolidée en fonction des capitaux propres de celle-ci, la quote-part de résultat de la filiale étant prise en compte dans le résultat consolidé.

C-PÉRIMÈTRE ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend la société mère Les Eaux Minérales d'Oulmès et ses filiales :

Entité	Activité	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
Eau Technologie Environnement « ETE »	Captage, exploitation, industrie et commerce de toutes sortes de boissons	Intégration globale	55%	55%
OULMES DRINKS DEVELOPMENT « ODD »	Extraire, fabriquer, importer, exporter, embouteiller, promouvoir et distribuer tout type de boissons	Intégration globale	100%	100%
ORANGINA MAROC	Promotion et distribution de tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food & Beverages	Mise en équivalence	34%	34%

ETE

Eau Technologie Environnement, société de droit béninois, détenue par Les Eaux Minérales d'Oulmès dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de développement en Afrique et plus particulièrement l'Afrique Sub-saharienne. Les comptes sociaux de la société ETE ont fait l'objet d'un audit d'un commissaire aux comptes pour les exercices 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 ayant servi de base aux travaux de consolidation.

ODD

Oulmes Drinks Development, société créée au mois d'avril 2016 et détenue à 100% par Les Eaux Minérales d'Oulmes, avec un capital de MMAD 30. La société a pour activité la fabrication et la distribution de tout type de boissons. Elle devrait constituer le fournisseur exclusif d'Orangina Maroc.

OM

Orangina Maroc, détenue par Les Eaux Minérales d'Oulmès à hauteur de 34% depuis avril 2016. Elle a essentiellement pour objet le commerce, la promotion et la distribution de tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food and Beverages.

D-CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES FILIALES ÉTRANGÈRES

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Le Dirham est la monnaie de fonctionnement du Groupe. Ainsi, les comptes des filiales installées à l'étranger ont été convertis en MAD la monnaie de présentation.

E- DATE DE CLÔTURE DES EXERCICES

Les résultats des sociétés consolidées correspondent à une période de 12 mois se terminant le 31 décembre de chaque année.

Toutes les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe ont établi des comptes arrêtés au 31 décembre 2021.

F-COMPTES ET OPÉRATIONS RÉCIPROQUES

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les soldes bilanciaux, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

G-RETRAITEMENTS DE CONSOLIDATION

• Immobilisations en non-valeurs

Les immobilisations en non-valeurs, constituées des frais préliminaires et des charges à répartir, sont annulées en consolidation, ces immobilisations constituent des charges de l'exercice au cours duquel elles ont été engagées, au même titre leurs amortissements sont annulés.

• Ecart de conversion

Les gains de change latents, comptabilisés en écarts de conversion passif dans le bilan devraient être enregistrés au compte de produits et charges au cours de la période à laquelle ils se rapportent. Aussi, les écarts de conversion actifs ont été annulés en contrepartie de la provision pour risques et charges correspondante.

• Immobilisations acquises par crédit-bail

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de crédit-bail devraient être comptabilisés au bilan sous forme d'une immobilisation corporelle et d'un emprunt correspondant, au compte de produits et charges, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

• Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participations après comptabilisation des éventuelles plus ou moins-values latentes sur actifs identifiables. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écarts d'acquisition » et amortis sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition. Cependant, lorsque ces écarts sont négatifs, ces derniers sont inscrits en provision pour risques et charges et repris sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les mêmes hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

Les comptes consolidés du Groupe comprennent un écart d'acquisition suite à l'entrée en périmètre de la filiale ETE, amorti sur une durée de 10 ans.

• Impôts différés

Les impositions différées résultent de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et les retraitements d'homogénéisation qui ont une incidence sur la base taxable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

• Homogénéisation des durées d'amortissement des immobilisations corporelles :

Le retraitement d'homogénéisation des durées d'amortissement des immobilisations corporelles consiste à harmoniser la durée d'amortissement de ces dites immobilisations en fixant une durée économique au lieu d'une durée admise fiscalement.

H- RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les règles d'évaluation présidant à l'établissement des comptes consolidés sont les mêmes que celles appliquées pour les comptes annuels individuels et édictées par le Code Général de la Normalisation Comptable (C.G.N.C.).

Les principales méthodes d'évaluation utilisées sont les suivantes :

• Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. Elles sont constituées essentiellement des brevets, licences, logiciels et droits similaires correspondant à des dépenses faites pour l'obtention de l'avantage représenté par la protection accordée au bénéficiaire du droit d'utilisation. La durée d'amortissement de ces immobilisations s'étale sur 5 ans.

• Immobilisations corporelles

A leur entrée dans le patrimoine de la société, les immobilisations corporelles acquises à titre onéreux sont enregistrées à leur coût d'acquisition, celles produites par l'entreprise pour elle-même, à leur coût de production. Ces coûts s'entendent hors TVA récupérable. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé sur la valeur d'origine du bien dans la limite des taux indiqués par l'administration fiscale et admis par l'usage de la profession.

• Stock

Les stocks des matières premières sont évalués au coût d'achat et suivant la méthode du coût moyen pondéré.



RAPPORT D'AUDIT SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société
Les Eaux Minérales d'Oulmès
Quartier industriel Bouskoura
Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS S.A et de ses filiales (Groupe LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2021, ainsi que le compte de produits et charges consolidé, l'état consolidé des variations des capitaux propres, le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 646.366 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 44.936. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 15 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2021, ainsi que du résultat de l'ensemble consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.



7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca

1. Provision pour dépréciation des créances clients

Risque identifié	Notre réponse
Au 31 décembre 2021, la valeur des créances clients nettes de provisions s'élève à 311,4 millions de dirhams. La détermination des créances à déprécier requiert l'exercice du jugement de la direction sur la base d'une analyse continue de l'évolution du risque client. Compte tenu du caractère significatif du poste au regard du bilan du groupe, du jugement nécessaire à l'estimation des créances à déprécier, et de la conjoncture de crise actuelle, nous avons considéré que ce sujet constitue un point clé de l'audit.	Nos travaux ont notamment consisté à : - Prendre connaissance des procédures d'identification des créances clients à déprécier et de détermination du montant des dépréciations à constater ; - Tester le fonctionnement des contrôles dans le cadre des procédures mises en œuvre pour déterminer le niveau des dépréciations des créances clients ; - Apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la Direction pour évaluer les dépréciations à constater ; - Examiner la correcte évaluation des dépréciations à constater selon la méthode de provisionnement du Groupe.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 30 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

Hicham DIOURI
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR
Associé

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

BILAN ACTIF

(Montants en dhs)		31-déc-21			31-déc-20
		Brut	Amortissement	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations en non valeur (A)	115 210 445	85 386 240	29 824 205	28 420 215
	Frais préliminaires				
	Charges à répartir	115 210 445	85 386 240	29 824 205	28 420 215
	Primes de remboursement des obligations				
	Immobilisations incorporelles (B)	33 268 691	18 377 596	14 891 095	14 433 837
	Immobilisations en recherche et développement				
	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	33 268 691	18 377 596	14 891 095	14 433 837
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations corporelles (C)	3 121 056 855	1 924 572 817	1 196 484 038	1 230 800 658
	Terrains	48 325 324	-	48 325 324	48 325 324
	Constructions	609 004 416	269 925 244	339 079 172	331 500 180
	Installations techniques, matériel et outillage	2 242 331 497	1 589 713 649	652 617 849	703 367 607
	Matériel de transport	12 681 465	10 690 790	1 990 675	2 033 186
	Mobilier de bureau, aménagements divers	74 749 156	54 243 134	20 506 022	20 787 633
	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	133 964 996	-	133 964 996	124 786 727
	Immobilisations financières (D)	110 662 184	15 779 800	94 882 384	107 666 915
	Prêts immobilisés	38 451 852	-	38 451 852	49 224 383
	Autres créances financières	3 349 428	-	3 349 428	3 361 428
	Titres de participation	68 860 904	15 779 800	53 081 104	55 081 104
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Ecart de conversion - Actif (E)	-	-	-	-
	Diminution des créances immobilisées				
	Augmentation des dettes financières				
TOTAL I (A+B+C+D+E)		3 380 198 175	2 044 116 454	1 336 081 722	1 381 321 626
ACTIF CIRCULANT	Stocks (F)	202 635 961	4 407 839	198 228 122	288 453 319
	Marchandises	10 663 323	-	10 663 323	4 744 257
	Matières et fournitures consommables	175 837 023	4 407 839	171 429 184	265 414 471
	Produits en cours	-	-	-	-
	Produits intermédiaires et résiduels	-	-	-	-
	Produits finis	16 135 615	-	16 135 615	18 294 591
	Créances de l'actif circulant (G)	542 188 989	79 881 684	462 307 305	395 533 302
	Fournisseurs débiteurs, avances & acomptes	52 690 744	-	52 690 744	25 912 987
	Clients et comptes rattachés	381 109 716	70 392 390	310 717 326	260 678 685
	Personnel	3 532 520	-	3 532 520	3 418 314
	État	45 330 118	-	45 330 118	55 841 655
	Compte d'associés	13 697 656	-	13 697 656	13 413 890
	Autres débiteurs	42 286 128	9 489 294	32 796 834	30 775 698
	Comptes de régularisation actif	3 542 107	-	3 542 107	5 492 074
	Titres et valeurs de placement (H)	58 000	-	58 000	30 057 257
	Ecart de conversion-Actif (I)	666 179	-	666 179	271 009
	TOTAL II (F+G+H+I)	745 549 129	84 289 523	661 259 606	714 314 887
TRÉSORERIE	Chèques et valeurs à encaisser	39 661 428	-	39 661 428	37 236 908
	Banques, T G et C C P	39 503 040	-	39 503 040	252 111 008
	Caisses, Régies d'avances et accreditifs	1 283 526	-	1 283 526	1 143 365
	TOTAL III	80 447 994	-	80 447 994	290 491 281
TOTAL GÉNÉRAL		4 206 195 298	2 128 405 976	2 077 789 322	2 386 127 794

BILAN PASSIF

(Montants en dhs)		31-déc-21	31-déc-20
FINANCEMENT PERMANENT	Fonds propres		
	Capital social ou personnel (1)	198 000 000	198 000 000
	Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
	Capital appelé dont versé		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	166 980 000	166 980 000
	Ecarts de réévaluation		
	Réserve légale	19 800 000	19 800 000
	Autres réserves	37 687 000	37 687 000
	Report à nouveau (2)	80 389 669	139 220 756
	Résultats nets en instance d'affectation (2)		
	Résultat net de l'exercice (2)	40 277 698	-58 831 087
	Total des capitaux propres (A)	543 134 367	502 856 669
	Capitaux propres assimilés (B)	-	-
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Dettes de financement (C)	833 612 058	840 000 000
FINANCEMENT CIRCULANT	Emprunts obligataires	420 000 000	540 000 000
	Autres dettes de financement	413 612 058	300 000 000
	Provisions durables pour risques et charges (D)	-	-
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Ecart de conversion - Passif (E)	-	-
	Augmentation de créances immobilisées		
	Diminution des dettes de financement		
	TOTAL I (A + B + C + D + E)	1 376 746 425	1 342 856 669
	Dettes du passif circulant (F)	401 180 983	372 389 303
PASSIF CIRCULANT	Fournisseurs et comptes rattachés	159 476 547	171 128 446
	Clients créditeurs, avances et acomptes	12 485 242	12 622 617
	Personnel	4 188 834	3 670 386
	Organismes sociaux	14 002 204	14 256 216
	État	201 194 194	158 403 107
	Comptes d'associés	1 699 000	2 033 859
	Autres créanciers		
	Comptes de régularisation - passif	8 134 962	10 274 672
	Autres provisions pour risques et charges (G)	15 645 709	7 369 732
	Ecarts de conversion Passif (éléments circulants) (H)	79 626	399 117
	TOTAL II (F + G + H)	416 906 318	380 158 152
TRÉSORERIE	Trésorerie passif		
	Crédits d'escompte		4 759 891
	Crédits de trésorerie	216 691 893	447 228 819
	Banques de régularisation	67 444 685	211 124 264
TOTAL III		284 136 579	663 112 974
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		2 077 789 322	2 386 127 794

(1) Capital personnel débiteur
(2) Bénéficiaire (+), déficitaire (-)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Hors Taxes)

(Montants en dhs)		Exercice du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2021			
		OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
NATURE		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
		(1)	(2)	3= 1 + 2	
EXPLOITATION	I Produits d'exploitation				
	Ventes de marchandises (en l'état)	47 124 089	-	47 124 089	51 265 322
	Ventes de biens et services produits	1 631 700 894	-	1 631 700 894	1 367 820 140
	Chiffre d'affaires	1 678 824 982	-	1 678 824 982	1 419 085 463
	Variation de stocks de produits (+ ou -) (1)	-2 158 976	-	-2 158 976	930 681
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	3 793 276	-	3 793 276	76 554 344
	Subventions d'exploitation	-	-	-	-
	Autres produits d'exploitation	-	-	-	-
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	585 719	-	585 719	4 842 176
	TOTAL I	1 681 045 002	-	1 681 045 002	1 501 412 664
	II Charges d'exploitation				
	Achats revendus (2) de marchandises	52 557 688	-	52 557 688	56 798 413
	Achats consommés (2) de matières et fournitures	517 340 508	-	517 340 508	444 281 014
	Autres charges externes	432 304 889	251 054	432 555 943	437 260 269
	Impôts et taxes	156 717 702	-	156 717 702	132 667 624
	Charges de personnel	214 836 440	-	214 836 440	202 952 990
	Autres charges d'exploitation	-	-	-	1 700 093
	Dotations d'exploitation	200 287 461	-	200 287 461	192 676 932
	TOTAL II	1 574 044 688	251 054	1 574 295 742	1 468 337 336
	III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			106 749 260	33 075 328
FINANCIER	IV Produits financiers				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	1 650 568	-	1 650 568	1 419 621
	Gains de change	391 022	-	391 022	1 866 684
	Intérêts et autres produits financiers	2 497 920	-	2 497 920	2 587 087
	Reprises financières : transferts de charges	271 009	-	271 009	543 151
	TOTAL IV	4 810 520	-	4 810 520	6 416 542
	V Charges financières				
	Charges d'intérêts	42 351 276	-	42 351 276	44 898 139
	Pertes de change	1 203 728	-	1 203 728	1 361 996
	Autres charges financières	-	-	-	-
	Dotations financières	2 666 179	-	2 666 179	6 571 009
	TOTAL V	46 221 183	-	46 221 183	52 831 145
	VI RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)			-41 410 664	-46 414 603
	RÉSULTAT COURANT (III + VI)			65 338 596	-13 339 275
NON COURANT	VII Produits non courants				
	Produits de cessions d'immobilisations	626 949	-	626 949	2 307 090
	Subvention d'équilibre	-	-	-	-
	Reprises sur subventions d'investissement	-	-	-	-
	Autres produits non courants	2 128 433	-	2 128 433	24 766 914
	Reprises non courantes : transferts de charges	462 193	-	462 193	-
	TOTAL VIII	3 217 575	-	3 217 575	27 074 004
	IX Charges non courantes				
	Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	156 906	-	156 906	1 996 115
	Subventions accordées	-	-	-	-
	Autres charges non courantes	14 427 422	-	14 427 422	56 222 349
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	-	-	-	7 098 723
	TOTAL IX	14 584 328	-	14 584 328	65 317 187
	X RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)			-11 366 753	-38 243 183
	XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII + ou - X)			53 971 843	-51 582 458
	XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS			13 694 145	7 248 629
	XIII RÉSULTAT NET (XI - XII)			40 277 698	-58 831 087
	XIV TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			1 689 073 096	1 534 903 210
	XV TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			1 648 795 398	1 593 734 297
	XVI RÉSULTAT NET (total produits - total charges)			40 277 698	-58 831 087

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E S G)

I TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (T F R)

(Montants en dhs)		Exercice du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2021	
		EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
1	Ventes de marchandises (en l'état)	47 124 089	51 265 322
2	- Achats revendus de marchandises	52 557 688	56 798 413
I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT	-5 433 599	-5 533 090
	+ PRODUCTION DE L' EXERCICE : (3 + 4 + 5)	1 633 335 194	1 445 305 165
3	Ventes de biens et services produits	1 631 700 894	1 367 820 140
4	Variation de stocks de produits	-2 158 976	930 681
5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	3 793 276	76 554 344
	- CONSOMMATION DE L'EXERCICE : (6 + 7)	949 896 451	881 541 284
6	Achats consommés de matières et fournitures	517 340 508	444 281 014
7	Autres charges externes	432 555 943	437 260 269
IV	= VALEUR AJOUTÉE : (I + II + III)	678 005 143	558 230 791
8	+ Subventions d'exploitation	-	-
V	- Impôts et taxes	156 717 702	132 667 624
10	- Charges du personnel	214 836 440	202 952 990
	= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E B E)	306 451 002	222 610 177
	= OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (I B E)	-	-
11	+ Autres produits d'exploitation	-	-
12	- Autres charges d'exploitation	-	1 700 093
13	+ Reprises d'exploitation : transferts de charges	585 719	4 842 176
14	- Dotations d'exploitation	200 287 461	192 676 932
VI	= RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	106 749 260	33 075 328
VII	+ ou - RÉSULTAT FINANCIER	-41 410 664	-46 414 603
VIII	= RÉSULTAT COURANT (+ ou -)	65 338 596	-13 339 275
IX	+ ou - RÉSULTAT NON COURANT	-11 366 753	-38 243 183
15	- Impôts sur les résultats	13 694 145	7 248 629
X	= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	40 277 698	-58 831 087

II CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C A F) - AUTOFINANCEMENT

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021



TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

I Synthèse des masses du bilan					
(Montants en dhs)				Exercice du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2021	
MASSES		Exercice (a)	Exercice précédent (b)	Variation (a-b)	
				Emplois (c)	Ressources (d)
1	Financement permanent	1 376 746 425	1 342 856 669		33 889 757
2	Moins actif immobilisé	1 336 081 722	1 381 321 626		45 239 905
3	= Fonds de roulement fonctionnel (1-2)	40 664 704	-38 464 957	-	79 129 661
4	Actif circulant	661 259 606	714 314 887		53 055 281
5	Moins passif circulant	416 906 318	380 158 152		36 748 166
6	= Besoins de financement global (4-5)	244 353 288	334 156 736	-	89 803 447
7	= Trésorerie nette (actif-passif) (A - B)	-203 688 585	-372 621 693	168 933 108	-
II Emplois et Ressources					
		EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
AUTOFINANCEMENT					
(A)		-	223 665 376	-	128 821 379
Capacité d'autofinancement		-	223 665 376	-	128 821 379
- Distribution de bénéfices		-	-	-	-
CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS					
(B)		-	11 411 481	-	8 968 854
Cession d'immobilisations incorporelles		-	-	-	-
Cession d'immobilisations corporelles		-	626 949	-	2 307 090
Cession d'immobilisations financières		-	-	-	-
Récupérations sur créances immobilisées		-	10 784 532	-	6 661 765
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES					
(C)		-	-	-	-
Augmentations de capital, apports		-	-	-	-
Subventions d'investissement		-	-	-	-
AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENT					
(D)		-	200 000 000	-	650 000 000
I. TOTAL DES RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		-	435 076 857	-	787 790 234
EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS					
(E)		141 696 290	-	249 423 206	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles		2 207 116	-	2 408 428	-
Acquisition d'immobilisations corporelles		139 489 174	-	197 790 395	-
Acquisition d'immobilisations financières		-	-	49 224 383	-
Augmentation des créances immobilisées		-	-	-	-
REMBOURSEMENTS DES CAPITAUX PROPRES					
(F)		-	-	-	-
REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT					
(G)		206 387 942	-	727 124 346	-
EMPLOIS EN NON VALEURS					
(H)		7 862 965	-	10 924 283	-
II. TOTAL - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		355 947 196	-	987 471 836	-
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (BFG)		-	89 803 447	-	102 938 933
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE		168 933 108	-	-	96 742 669
TOTAL GÉNÉRAL		524 880 304	524 880 304	987 471 836	987 471 836

ÉTAT DES DÉROGATIONS

Exercice du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2021		
INDICATION DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III Dérogations aux règles d'établissement des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

Exercice Clos au 31 décembre 2021		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
"I. Changements affectant les méthodes d'évaluation"	NÉANT	NÉANT
"II. Changements affectant les règles de présentation"	NÉANT	NÉANT

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES

(Montants en dhs)								Exercice Clos au 31 décembre 2021
NATURE	MONTANT BRUT DÉBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	101 260 513,16	7 862 964,56	-	6 086 967,49	-	-	-	115 210 445,21
* Frais préliminaires	-	-	-	-	-	-	-	-
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	101 260 513,16	7 862 964,56	-	6 086 967,49	-	-	-	115 210 445,21
* Primes de remboursement obligations	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	30 327 305,44	2 207 115,70	-	734 270,17	-	-	-	33 268 691,31
* Immobilisation en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	30 327 305,44	2 207 115,70	-	734 270,17	-	-	-	33 268 691,31
* Fonds commercial	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 991 968 359,30	139 075 665,71	3 793 275,61	25 403 345,42	3 275 728,12	310 860,45	35 597 202,30	3 121 056 855,17
* Terrains	48 325 324,23	-	-	-	-	-	-	48 325 324,23
* Constructions	575 512 299,24	19 466 348,46	3 793 275,61	10 232 493,00	-	-	-	609 004 416,31
* Installations techniques, matériel et outillage	2 161 813 380,88	70 776 078,42	-	13 297 716,59	3 244 818,00	310 860,45	-	2 242 331 497,44
* Matériel de transport	11 965 130,11	747 245,48	-	-	30 910,12	-	-	12 681 465,47
* Mobilier, matériel de bureau et aménagements	69 565 498,17	3 310 521,79	-	1 873 135,83	-	-	-	74 749 155,79
* Autres immobilisations corporelles Informatiques	-	-	-	-	-	-	-	-
* Immobilisations corporelles en cours	124 786 726,67	44 775 471,56	-	-	-	-	35 597 202,30	133 964 995,93

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

(Montants en dhs)										Exercice Clos au 31 décembre 2021
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur Comptable Nette 5	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C P C de l'exercice 9	
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8		
Eau Technologie Environnement "ETE"	Captage, exploitation, industrie et commerce de toutes sortes de boissons	5 438 400	55%	22 762 339	22 762 339	31/12/2021	33 405 195	8 855 347	1 650 568	
OULMES DRINKS DÉVELOPMENT "ODD"	Extraire fabriquer importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	30 000 000	100%	30 000 000	21 700 000	31/12/2021	6 106 949	146 413	-	
ORANGINA MAROC	Promotion et distribution de tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food and Beverages	22 000 000	34%	7 479 800	-	31/12/2021	-31 218 693	-293 161	-	
SÉNÉGAL WATER & BEVERAGES COMPANY SA	Extraire fabriquer importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	3 107 105	100%	3 107 105	3 107 105	31/12/2021	2 121 987	-273 864	-	
SOCIÉTÉ AFRIQUAINE DES BOISSONS ET EAUX MINÉRALES "SABEM"	Extraire fabriquer importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	10 124 299	55%	5 511 660	5 511 660	31/12/2021	10 124 299	-	-	
TOTAL		70 669 804	-	68 860 904	53 081 104	-	20 539 736	8 434 735	-	

ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021



TABLEAU DES PROVISIONS							
(Montants en dhs)							
Exercice Clos au 31 décembre 2021							
Nature	Montant début d'exercice	Dotations			Reprises		
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes
1 Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	13 779 800		2 000 000	-	-	-	-
2 Provisions réglementées							
3 Provisions durables pour risques et charges							
SOUS TOTAL (A)	13 779 800	-	2 000 000	-	-	-	-
4 Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie) (Clients et stocks)	74 788 502	10 086 740			585 719		
5 Autres provisions pour risques et charges (Écarts de conversion)	7 369 732	8 343 000	666 179			271 009	462 193
6 Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie							
SOUS TOTAL (B)	82 158 234	18 429 740	666 179	-	585 719	271 009	462 193
TOTAL (A + B)	95 938 034	18 429 740	2 666 179	-	585 719	271 009	462 193
							115 715 031

TABLEAU DES CRÉANCES								
(Montants en dhs)					Exercice Clos au 31 décembre 2021			
CRÉANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRE ANALYSE			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	41 801 279	30 546 878	11 254 401	-	-	-	-	-
* Prêts immobilisés	38 451 852	27 197 450	11 254 401					
* Autres créance financières	3 349 428	3 349 428						
DE L'ACTIF CIRCULANT	542 188 989	-	378 097 449	164 091 540	65 198 592	45 330 118	56 813 043	46 582 618
* Fournisseurs débiteurs	52 690 744		52 690 744		37 876 522	45 330 118	-	
* Clients et comptes rattachés	381 109 716		256 159 827	124 949 890	5 162 131		11 244 375	46 582 618
* Personnel	3 532 520		3 532 520					
* État	45 330 118		45 330 118					
* Comptes d'associés	13 697 656		13 697 656		7 297 656		13 697 656	
* Autres débiteurs	42 286 128		3 144 478	39 141 650	14 862 283		31 871 013	
* Comptes de régul. Actif	3 542 107		3 542 107					

TABLEAU DES DETTES								
(Montants en dhs)		Exercice Clos au 31 décembre 2021						
DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			Autres analyse			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE FINANCEMENT	833 612 058	541 478 526	292 133 532	-	-	-	-	-
* Emprunts obligataires	420 000 000	300 000 000	120 000 000					
* Autres dettes de financement	413 612 058	241 478 526	172 133 532					
DU PASSIF CIRCULANT	401 180 983	-	374 265 882	26 915 101	13 785 149	215 196 398	9 718 379	17 778 187
* Fournisseurs	159 476 547		132 561 446	26 915 101	13 785 149		4 178 840	17 778 187
* Clients créditeurs consignation	12 485 242		12 485 242					
* Personnel	4 188 834		4 188 834					
* Organismes sociaux	14 002 204		14 002 204			14 002 204		
* État	201 194 194		201 194 194			201 194 194		
* Comptes d'associés	1 699 000		1 699 000				1 699 000	
* Autres créanciers	-		-				-	
* Comptes de régular. Passif	8 134 962		8 134 962				3 840 539	

TABLEAU DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES					
(Montants en dhs)					
Exercice Clos au 31 décembre 2021					
TIERS CRÉDITEURS OU DÉBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SÛRETÉ	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SÛRETÉ DONNÉE À LA DATE DE CLÔTURE
* Sûretés données					
* Sûretés reçues					
N É A N T					
(1) Gage : 1- Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)					
(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)					
(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)					

ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL		
(Montants en dhs)		
Exercice Clos au 31 décembre 2021		
ENGAGEMENTS DONNÉS	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRÉCÉDENT
* Avals et cautions		
* Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires		
* Autres engagements donnés (vis-à-vis de l'Administration des douanes)	10 000 000	10 000 000
* Une garantie à première demande dans le cadre d'un contrat de prêt en faveur de la filiale Oulmès Drinks Développement avec la BMCI		
* Une caution en faveur du MINURSO	282 489	282 822
* Une caution définitive en faveur de la DPEFLCD	10 000	
Direction provinciale des Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification		
* Une quittance subrogative dans le cadre du contrat d'affacturage avec la Banque Centrale Populaire	95 445 730	128 525 284
Total (1)	105 738 219	138 808 106
(1) dont engagements à l'égard d'entreprises liées ...		
ENGAGEMENTS REÇUS	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRÉCÉDENT
* Avals et cautions		
Client Dépositaire: Limonades Sidi Bannour		
Client Dépositaire: Yassine Boissons		
Cautions solidaires		
* Autres engagements donnés	72 800 000	22 500 000
Total	72 800 000	23 500 000
(1) Gage : 1- Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)		
(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)		
(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)		

ÉTAT DES PASSIFS EVENTUELS	
(Montants en dhs)	
Exercice Clos au 31 décembre 2021	
* Conformément à la législation fiscale les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 ne sont pas encore prescrit. Les déclarations fiscales des Eaux Minérales d'Oulmès au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR) peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts, taxes.	
* Les déclarations sociales au titre de la CNSS peuvent faire l'objet de contrôle et de rappels éventuels de cotisations.	

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc



7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca

Aux Actionnaires de la société
Les Eaux Minérales d'Oulmès S.A.
Quartier industriel Bouskoura
Casablanca

Rapport Général des commissaires aux comptes
Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 4 mai 2021, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS S.A., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 543.134.367,09 dont un bénéfice net de MAD 40.277.698,21. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 15 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS S.A. au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent dans l'audit des états de synthèse sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1. Provision pour dépréciation des créances clients

Risque identifié	Notre réponse
Au 31 décembre 2021, les créances clients dont la valeur brute s'élève à 381,1 millions de dirhams sont provisionnées à hauteur de 70,4 millions de dirhams. La détermination des créances à déprécier requiert l'exercice du jugement de la direction sur la base d'une analyse continue de l'évolution du risque client. Compte tenu du caractère significatif du poste au regard du bilan de la société, du jugement nécessaire à l'estimation des créances à déprécier, et de la conjoncture de crise actuelle, nous avons considéré que ce sujet constitue un point clé de l'audit.	Nos travaux ont notamment consisté à : - Prendre connaissance des procédures d'identification des créances clients à déprécier et de détermination du montant des dépréciations à constater ; - Tester le fonctionnement des contrôles dans le cadre des procédures mises en œuvre pour déterminer le niveau des dépréciations des créances clients ; - Apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la Direction pour évaluer les dépréciations à constater ; - Examiner la correcte évaluation des dépréciations à constater selon la méthode de provisionnement de la société.

2. Evaluation des titres de participation

Risque identifié	Notre réponse
Au 31 décembre 2021, la valeur nette des titres de participation s'élève à 53,1 millions de dirhams. Les titres de participation sont enregistrés à leur prix d'acquisition diminués d'une provision pour dépréciation, le cas échéant. Les techniques retenues par la direction pour procéder à la valorisation nette de ces titres comportent une part significative de jugement quant au choix de la méthodologie et des hypothèses utilisées. En raison du montant significatif des titres de participation, et de l'importance du jugement de la Direction pour la détermination de la valeur d'inventaire, nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé d'audit.	Nos travaux ont consisté à : - Prendre connaissance du processus mis en place par la direction dans le cadre des tests de dépréciation ; - Examiner les hypothèses et les prévisions de croissance retenues au regard de l'environnement économique en les comparant aux données disponibles pour l'industrie et aux tendances historiques récentes des participations ; - Effectuer des tests de sensibilité sur la valeur d'inventaire.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 30 mars 2022

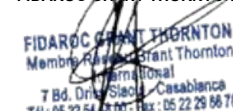
Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG



Hicham DIOURI
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON



Faïçal MEKOUAR
Associé



Les Eaux Minérales d'Oulmès S.A. au capital de 198.000.000 DHS
Z.I. Bouskoura 20180 - Casablanca
www.leseauxmineralesdoulmes.ma